

a) « La position du gouvernement soviétique dans la lutte des classes à l'intérieur de la Russie soviétique ».

« La masse paysanne força le gouvernement soviétique à accomplir une modification profonde de sa politique économique à la campagne, ensuite aussi dans l'industrie des villes. L'organisation économique implantée par le gouvernement des soviets par la contrainte étatique, devenait un facteur qui barrait la route au développement de la jeune classe des petits paysans, pénétrée du désir de s'élever. Elle réclamait, en remplacement de cette organisation économique, l'organisation capitaliste de la production et du commerce.

« Jusqu'alors, le gouvernement soviétique avait réquisitionné les produits des paysans selon les besoins de l'armée et de l'autre population. La libre disposition des paysans sur les produits de leur travail était abolie; le gouvernement prenait tout lorsqu'il le jugeait nécessaire. Au début de 1921, le gouvernement substitua le régime de l'impôt au régime du réquisitionnement. Il céda, en cela, à l'opposition des paysans, qui réclamaient parce que jamais ils ne recevaient aucun produit d'échange, tels des vêtements, des souliers, des outils, des machines, etc.

« A partir de ce moment, les paysans ne furent plus obligés de céder leurs provisions entières, seulement une partie proportionnelle. Il leur était libre de pratiquer, avec l'excédent, le commerce libre dans les grandes villes. Ainsi, le gouvernement soviétique reconnut légalement aux paysans russes le droit à la propriété privée.

« Cela signifiait la reconnaissance du système lucratif capitaliste dans les campagnes russes et, comme conséquence, l'introduction d'un pareil système de lucre dans les grandes villes.

« Le gouvernement soviétique dut, comme conséquence de cette concession, renoncer à la direction qui avait prévalu jusqu'alors dans l'industrie de la ville, et il vit forcé de l'enlever des mains des possesseurs actuels, notamment des mains de la classe des prolétaires, pour la confier, pour ce qui concerne la direction, l'administration et la conduite de l'entreprise, à des capitalistes particuliers.

« Il dut consentir à libérer l'industrie artisanale, du paiement de primes aux travailleurs industriels, du libre échange de produits industriels contre des vivres, échange que toutes les usines ayant accompli les minima exigés purent pratiquer. Ensuite, il dut également libérer, en grande partie, le commerce capitaliste. Le capitalisme était donc reconnu, quelles qu'en soient les conséquences comme la forme économique courante, aussi dans les villes.

« Cette politique économique, en apparence tout à fait neuve, avait déjà été préparée, dans une certaine mesure, par des actes antérieurs du gouvernement soviétique. La position actuelle s'annonçait déjà dans la dissolution, en 1918, des soi-disant comités de pauvres, formés par les bolchéviques après la prise du pouvoir, dans le but de procéder à la socialisation des terres.

« Et le premier pas vers la politique intérieure actuelle dans l'industrie fut déjà prise, lorsqu'au lieu de diriger les entreprises à l'aide du personnel et des comités de fabriques, telle en confia la direction à des commissions spécialement instituées à cet effet et composées de spécialistes (techniciens sortant de la masse bourgeoise) et de communistes.

« Ces mesures avaient déjà eu certaines répercussions qui faisaient présager le début d'un changement de position de la part du gouvernement soviétique par rapport au prolétariat russe. L'appareil économique et étatique fut de plus en plus pénétré d'éléments bureaucratiques, engendrant les conséquences connues. Il en affluait des cercles de la petite bourgeoisie, des commerçants, des anciens fonctionnaires, des ouvriers manuels, de toute part. Ces gens appartenaient au petit nombre en Russie qui sait lire et écrire et qui, seuls, entraient en ligne de compte pour ces fonctions, car la plus grande partie de la population russe était et est encore illettrée.

« La cause de l'apparition de la bureaucratie est due uniquement au manque de produits de consommation et ne peut être écartée que par l'augmentation de la production. Un exemple éclaire cette affirmation: la population a besoin de chaussures. Il se fait qu'il n'y a pas autant de paires de souliers qu'il y a d'habitants,

mais qu'il n'y a qu'une paire pour cent habitants. Ces cent personnes désirent toutes cette paire unique et adressent des demandes correspondantes au service compétent. Aux cents demandes il faut répondre, vu qu'elles ne peuvent être satisfaites; c'est là la tâche des autorités et l'origine de la création d'une formidable bureaucratie.

« Cette bureaucratie, siégeant là où on dispose des moyens de subsistance, a eu une énorme influence sur tout le développement des rapports sociaux en Russie. Cette bureaucratie dispose même, de par sa position et par ses rapports entre ses composants, d'un pouvoir sur ceux qui produisent les moyens de subsistance, c'est-à-dire le prolétariat. Ce fut le point de départ de l'antagonisme entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe, qui s'étala au grand jour au début de cette année (1921). Le pouvoir glisse de plus en plus des mains du prolétariat à celles de la bureaucratie, donc de la petite bourgeoisie.

b) Le commencement de l'antagonisme entre le gouvernement soviétique et le prolétariat russe.

« Ces antagonismes se manifestèrent théoriquement, pour la première fois, à la fin de l'an dernier (1920); et ils firent leur apparition à propos d'une question et sous une forme inopinée pour les dirigeants communistes.

« Tel un coup d'éclair, la question des syndicats russes éclaira les formidables antagonismes qui existaient au sein du parti et qui amenèrent les débats les plus vifs, au cours desquels Boukharine, par exemple, fut taxé de syndicaliste par Lénine. Près d'une douzaine de courants se formèrent, parmi lesquels trois tendances principales se dessinèrent bientôt.

« Le problème avait trait aux tâches présentes et le rôle futur des syndicats russes.

« De par la manière selon laquelle la production était dirigée et commandée (à l'aide de spécialistes et d'hommes de confiance du parti), les syndicats étaient voués au chômage et étaient aiguillés sur une voie de garage.

« Leurs effectifs, qui atteignaient à peine 1,500 en 1917, se chiffraient, malgré tout, par millions. Que faire de ces organismes? Leur fonction d'antan, et d'ailleurs originale, qui consistait à mener la lutte contre le patronat pour la conquête de meilleures conditions de salaires et de travail, semblait avoir pris fin par la destruction du patronat, consécutive à la révolution. Unaniment, on repoussa l'idée de dissoudre ces organisations de millions de prolétaires. Chlapnikov était d'avis que l'entière direction de la production devait être enlevée au parti pour être remise entre les mains des syndicats, afin de leur donner une vie nouvelle. L'écrasante majorité des syndiqués se prononça en faveur de cette solution (la soi-disant opposition ouvrière).

« Par contre, Trotsky, comme représentant du principe « militaire », déclarait dans ses directives, que la direction devait rester sous la dictature la plus rigide du parti, et, qu'en tout cas, les syndicats avaient à se soumettre aux ordres du parti. Cette tendance ne trouva que peu d'adeptes dans les syndicats. Lénine, fidèle à sa politique du centre, proposait dans sa résolution de ne pas changer provisoirement les rapports entre gouvernement, parti et syndicats, de ne permettre aux syndicats de prendre part, que jusqu'à une certaine limite seulement, à la direction de la production, notamment en déléguant des membres de leur comité central à la commission centrale des comités économiques.

« Au surplus, les syndicats devaient être considérés comme des « écoles du communisme », où des membres du parti devaient faire du prosélytisme pour le parti. La manière de voir de Lénine n'était partagée que par un faible pourcentage des membres des syndicats.

« Mais que se passa-t-il? La question de l'avenir des syndicats ne fut pas résolue par les six à sept millions de syndiqués, dans le sens indiqué par Chlapnikov, mais par le demi-million de membres du parti, et cela dans le sens indiqué par Lénine.

« Cela signifiait, en réalité, la domination illimitée du parti sur le reste du prolétariat.

« La revendication de Chlapnikov et de ses camarades était-elle contre-révolu-